

Les Français et la protection sociale

Sondage Harris Interactive pour la Mutualité Française

Enquête réalisée en ligne par l'institut Harris Interactive du 1^{er} au 6 février 2012. Echantillon de 1665 individus issus de l'access panel Harris Interactive, représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation de l'interviewé(e).

A la demande de la Mutualité Française, Harris Interactive a interrogé un échantillon national représentatif de Français afin d'identifier le regard porté sur le système de protection sociale français actuel : les candidats à l'élection présidentielle en font-ils une priorité ? Quelles évolutions anticipent les Français dans le domaine de la santé et de la protection sociale ? Existe-t-il un risque d'un abandon de leur mutuelle ou assurance santé complémentaire par les Français ?

Quels sont les principaux enseignements de cette étude ?

- 1. 75% des Français estiment que la santé et la protection sociale n'apparaissent pas comme des priorités dans les programmes des candidats à l'élection présidentielle de 2012** tels qu'ils sont présentés aujourd'hui.
- 2. Pourtant, les attentes des Français sont fortes dans ce domaine : en effet, la santé (57%) apparaît aujourd'hui comme la troisième priorité assignée par les Français aux candidats,** derrière l'emploi et le pouvoir d'achat (respectivement 82% et 63%), thématiques structurantes en ces temps de crise, et devant la réduction de la dette publique (55%). Les retraites demeurent également un dossier prioritaire pour près d'un Français sur deux (48%).

3. Si la santé apparaît comme une dimension prioritaire, c'est que **les Français anticipent des difficultés à venir croissantes** : nombreux sont ceux qui estiment que dans les années à venir vont augmenter le coût des mutuelles (93%), les dépenses restant à la charge des patients (91%), le nombre de personnes devant renoncer à des soins (86%), le coût des hospitalisations (85%), le prix des médicaments (80%), et les dépassements d'honoraires (77%).

4. **35% des Français indiquent avoir déjà renoncé à des soins** (dont 22% plusieurs fois), **quand 50% indiquent avoir déjà reporté des soins** (dont 34% plusieurs fois). Ces proportions sont plus fortes chez les personnes disposant de revenus faibles : ainsi, 55% des personnes vivant dans un foyer disposant de moins de 1200 euros nets par mois déclarent avoir déjà renoncé à des soins et 69% les avoir reporté. Chez les personnes dont le foyer présente un revenu mensuel net de 1200 à 2300 euros nets par mois, ces proportions s'élèvent à 46% et 61%. Et dans les mois qui viennent, 9% des Français déclarent qu'ils renonceront certainement (2%) ou probablement (7%) à leur mutuelle ou assurance santé obligatoire du fait de la hausse récente des prix des mutuelles.

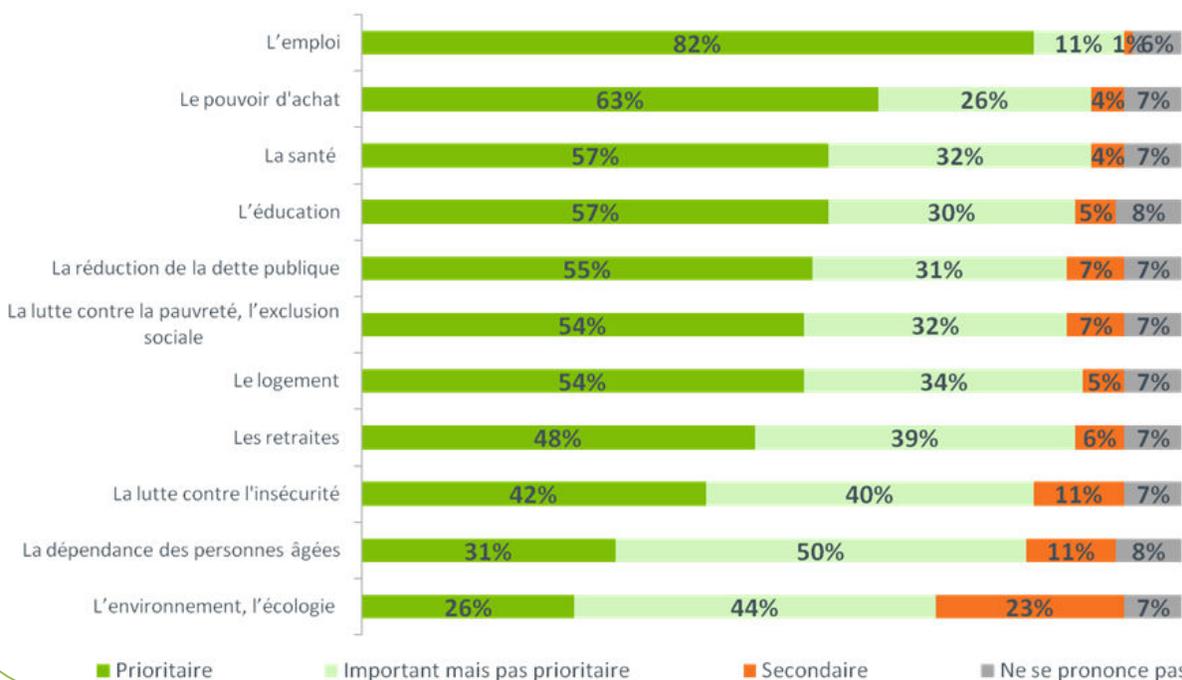
Dans le détail :

Les Français érigent la santé et la protection sociale au rang de priorités mais n'ont pas le sentiment que les candidats à la présidentielle en font autant

Pour les Français, toutes catégories de population confondues, **l'emploi** doit constituer la priorité des priorités (82%) pour les candidats à la future élection présidentielle. Alors que les prévisions pour l'emploi en 2012 font craindre une hausse continue du chômage, les Français estiment que c'est avant tout sur ce front qu'il faut agir. Vient ensuite **le pouvoir d'achat**, jugé prioritaire par 63% des

interviewés (et même 67% des femmes et 72% des personnes dont le foyer dispose de 1200 à 2300 euros nets par mois). En troisième position, les Français placent à égalité **la santé et l'éducation** (57%). Ces deux thématiques sont davantage mises en avant par les femmes (60% et 59%). Notons que la santé apparaît également davantage comme une priorité par les personnes âgées de 50 à 64 ans (65%), les personnes dont le foyer dispose de 1200 à 2300€ nets mensuels (64%), les moins diplômés (69%), et les personnes qui indiquent avoir déjà renoncé à des soins (62%) ou reporté des soins (62%).

Pour chacun des sujets suivants, souhaitez-vous qu'il constitue un sujet prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire dans le programme des candidats à l'élection présidentielle de 2012 ?



Ainsi, l'ensemble de ces thématiques devance **la réduction de la dette publique** (55%), thème central de ce début de campagne. A des niveaux similaires figurent **le logement** (54%) et **la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale** (54%). **Les retraites**, en dépit de la réforme mise en œuvre par le gouvernement, font toujours figure de priorité pour près d'un Français sur deux (48%). Elles devancent **la lutte contre l'insécurité** (42%), **la dépendance des personnes âgées** (31%) et **l'écologie** (26%), qui constituent une priorité pour moins de quatre Français sur dix.

Si les Français placent les thématiques sociales au rang de priorités, au même titre, voire davantage que celles économiques, ils ont néanmoins le sentiment que les candidats à l'élection présidentielle n'en font pas autant. Ainsi, **ils sont 75% à estimer que les candidats ne placent pas aujourd'hui la santé et la protection sociale en tête de leur programme**, contre seulement 20% qui ont le sentiment qu'il s'agit bien pour eux d'une dimension prioritaire (dont seulement 2% tout à fait). Ce constat est partagé par les Français, quel que soit leur niveau de revenus, les jeunes de 18-24 ans (81%) et les personnes âgées de 35 à 49 ans (79%) étant un peu plus critiques à l'encontre des candidats.

Les Français anticipent de nombreuses augmentations dans le domaine de la santé, et particulièrement du coût des mutuelles

Si les Français font de la santé un de leurs dossiers prioritaires, c'est qu'ils semblent craindre que l'avenir ne leur réserve de nombreuses augmentations, au premier ordre desquels le coût des mutuelles. En effet, **pour 93% des Français, ce coût va augmenter dans les années à venir. Une très large majorité anticipe également une hausse des dépenses restant à la charge des patients (91%), du nombre de personnes devant renoncer à des soins (86%), du coût des hospitalisations (85%), du prix des médicaments (80%), ou encore des dépassements d'honoraires (77%)**. Ainsi, dans l'esprit des Français, se soigner va coûter de plus en plus cher et sera accessible à de moins en moins d'individus. Tout se passe comme si les Français craignaient, en creux, une remise en cause du modèle social français de protection sociale et des valeurs d'égalité et de justice qui le sous-tendent.

Près d'un Français sur dix pourrait renoncer à sa mutuelle du fait des hausses des prix des complémentaires santé quand plus d'un tiers affirme avoir déjà renoncé à des soins

Plus d'un tiers des Français (35%) affirme avoir déjà renoncé à des soins, pour eux ou pour leurs proches, dont même près d'un quart (22%) plusieurs fois. Ces proportions sont plus élevées au sein des foyers les plus modestes (respectivement 55% et 43% dans les foyers avec moins de 1200€ de revenus nets mensuels ; et 46% et 32% parmi les foyers aux revenus entre 1200 et 2300€ par mois). En revanche, cette attitude est moins fréquemment déclarée par les hommes, les personnes les plus âgées, les plus diplômés et les plus riches.

Le fait de reporter des soins a déjà concerné en déclaratif un Français sur deux (50%, dont 34% plusieurs fois). Là aussi, il s'agit d'une pratique davantage mise en œuvre par les plus démunis (respectivement 69% et 56% dans les foyers avec moins de 1200€ de revenus nets mensuels ; et 61% et 48% parmi les foyers aux revenus entre 1200 et 2300€ par mois). Notons qu'elle est ainsi plus fréquente parmi les membres des catégories populaires que parmi les membres des catégories supérieures (57% contre 48%).

Ajoutons que **ces proportions, déjà relativement importantes, seront d'après les Français amenées à progresser dans les années à venir**, 86% estimant que le nombre de personnes devant renoncer à des soins aura plutôt tendance à augmenter à l'avenir.

Enfin, **9% des Français possédant une mutuelle ou assurance santé complémentaire indiquent qu'il est certain (2%) ou probable (7%) qu'ils y renoncent dans un avenir proche du fait des hausses de coût.** Cela est davantage envisagé par les plus pauvres (26% des personnes vivant dans un foyer avec moins de 1200€ nets par mois et 12% dans ceux ayant entre 1200 et 2300€ nets par mois), mais aussi un peu plus par les habitants de Région Parisienne (12%).

